



**COMMUNIQUÉ DE
MICHEL LEPRÊTRE,**
*président de l'établissement
public territorial
Grand-Orly Seine Bièvre*

Agir pour et avec vous

Orly, le 7 septembre 2022

Sauvons les abeilles et les agricultrices, les agriculteurs *L'Union Européenne ne doit pas prendre des demi-mesures*



L'agriculture européenne est dans une impasse. Les politiques agricoles orientées vers la maximisation des rendements reposant sur les pesticides de synthèse ont conduit les écosystèmes au bord de l'effondrement. Jour après jour, la diversité biologique qui est à la base de nos systèmes de production alimentaire disparaît, menaçant gravement l'avenir de notre alimentation, de notre agriculture, de notre santé et de notre environnement.

Le territoire du Grand Orly Seine Bièvre (24 communes, 720000 habitant·e·s, 320000 salarié·e·s) se mobilise au quotidien pour une agriculture raisonnée, la protection de la biodiversité. Aujourd'hui, nous avons besoin d'aller plus loin et pour cela il faut changer les normes européennes qui s'imposent à toutes et tous.

UN RYTHME D'EXTINCTION QUI S'ACCÉLÈRE

« Les pollinisateurs ont un taux d'extinction qui est aujourd'hui de 100 à 1 000 fois plus élevé que la normale. Si cette tendance se poursuit, les cultures nutritives telles que les fruits, les noix et autres légumes se verront remplacer par des cultures vivrières comme le riz, le maïs et les pommes de terre, favorisant ainsi des régimes alimentaires déséquilibrés. » (Rapport ONU 2022)

L'alerte est sérieuse : La consommation de pesticides est un des « facteurs prépondérants » de l'affaiblissement et des taux de mortalité alarmants des abeilles, qui atteignent aujourd'hui 30 %.

1,2 million européen·ne·s ont signé l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « sauvez les abeilles et les agriculteurs »² qui doit être étudiée par le parlement européen et la commission européenne. Je soutiens cette ICE qui met en avant 10 grands points pour permettre une réduction de 80 % des pesticides de synthèse d'ici 2030, avec un système qui récompense les agriculteurs et agricultrices qui travaillent avec la nature. Cela ne doit plus être une option, il est urgent d'agir.

La Commission européenne a présenté une proposition visant à réduire l'utilisation des pesticides.

Ce nouveau règlement est un pas en avant, mais les objectifs proposés sont trop faibles. Le lobby agrochimique et certains pays tentent de l'affaiblir encore.

Il est important que les citoyen·ne·s et les organisations fassent entendre leur voix à tous les niveaux. La Commission européenne a fait un appel à contribution. C'est pourquoi j'ai décidé d'y répondre.

Contribution de Michel Leprêtre sur la plateforme de la Commission européenne : <https://bit.ly/3BfgHJW>